



Programme

Journée d'étude

Eau et extractivisme : des savoirs pour l'avenir des jeunes et de la planète

Vendredi 23 Septembre 2022

10h à 17h

Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités
5 rue Jules de Vicq, 59800 LILLE

Pourquoi une journée d'étude ?

Les activités minières, sur lesquelles repose notre mode de vie, engendrent des conséquences considérables sur les sols et milieux naturels mais surtout sur les ressources en eau, ce qui affecte durablement le développement des territoires concernés. Loin d'être des problématiques locales, elles nous concernent toutes et tous en ce qu'elles questionnent en profondeur notre mode de développement.

Les associations CORENS et Environnement et Développement Alternatif (EDA), avec l'appui de Lianes Coopération, vous invitent à une journée de rencontres ponctuées de témoignages, analyses et propositions d'action. Les différentes tables-rondes proposées auront pour objectif de documenter les pratiques relatives à l'usage de l'eau par les activités minières et surtout de sensibiliser les dirigeants régionaux et l'opinion publique aux impacts souvent irréversibles sur les écosystèmes locaux. Il s'agira lors de cette rencontre de penser la corrélation entre préservation de l'environnement et perspectives de développement pour les jeunes générations

Pour plus d'information

Ecrivez-nous à l'adresse :
scienceetsociete@lianescooperation.org

Ou rendez-vous sur la page de l'évènement :
www.lianescooperation.org/evnement/





Programme

10h – Accueil et introduction

10h30– La géopolitique des minerais : demande globale, conséquences locales

Les industries extractives, de la production à la consommation en passant par les chaînes de transformation, s’inscrivent aujourd’hui dans un marché globalisé. L’industrialisation du secteur s’enracine dans une histoire politique et une coopération intergouvernementale qu’il est intéressant de garder en mémoire pour comprendre ces circuits, du local au global.

Cette première séquence de la journée d’étude rappellera que les industries minières s’inscrivent dans des circuits mondialisés et nous invitera à penser les articulations d’échelles entre acteurs locaux, orpailleurs, habitants, entreprises exploitantes nationales et transnationales et acteurs gouvernementaux au travers de deux études de cas :

- en République Démocratique du Congo où l’extraction des minerais questionne le coût réel, tant écologique que social, de la supposée dématérialisation permise par le développement du numérique.
- au Mali où l’exploitation de l’or est adossée à l’histoire longue des relations internationales qui en a facilité le développement.

Guillaume Bagayoko, Doctorant en sciences politiques au CERAPS, Université de Lille

Fabien Lebrun, Enseignant de sociologie à l’Université de Nantes

11h45 – Conséquences de l’exploitation minière sur les rivières et les nappes

Focus sur la rivière Falémé

Au niveau mondial l'accès à une eau douce de qualité en quantité suffisante est un enjeu majeur pour la survie de tous les êtres vivants. Considérée comme inépuisable et à libre disposition, l’eau des rivières et des nappes est soumise à des consommations prédatrices à destination de certaines activités humaines, notamment les activités extractives.

L’extraction des minerais suppose une consommation vorace de l’eau. Le plus souvent gratuits pour les industriels, ces prélèvements fragilisent les services écosystémiques rendus par les rivières et les nappes et menacent le maintien d’autres activités humaines au sein des territoires concernés (consommation domestique, agriculture, élevage, pêche, ...).

Dans un contexte de changement climatique qui s'accélère et accentue les inégalités territoriales quant à l'accès à l'eau, c'est au travers de l'étude de cas de la Falémé que cette table ronde se proposera d'illustrer l'impact des mines sur un territoire mais également l'engagement des jeunes générations pour la préservation de ces artères de vie.

Ange Bouramanding Diedhiou, LMI Patrimoines et territoires de l’eau (PATEO), IRD Dakar

Michèle Leclerc-Olive, Chercheuse à l’IRIS, EHESS et présidente de l’association CORENS

Anzoumane Sissoko, Porte-parole du réseau international *Il faut sauver la Falémé*





Programme

14h – Compensations et contestations : l'impact de l'activité minière sur le développement local

Au travers des exemples du Mali, de la République Démocratique du Congo et de la Nouvelle-Calédonie cette table-ronde interroge les impacts des mines au regard des compensations proposées. Evalués sur la base d'un calcul monétisant les ressources prélevées, les dédommagements financiers permettent-ils d'équilibrer le manque à gagner sur le temps long pour les communautés locales et de compenser les dégradations des écosystèmes ? Versés le plus souvent au début de l'exploitation, ne dispensent-ils pas les entreprises extractives de se soucier de l'après-mine d'autant que certains gisements, épuisés d'ici une vingtaine d'années, laisseront des sites orphelins du fait de la disparition des compagnies ?

Parallèlement, la perspective d'embauche des jeunes générations entraîne souvent le consentement des populations locales, voire le développement d'un nationalisme minier dans certains cas. Cette table-ronde présentera dans quelles mesures, l'argument de l'emploi est à nuancer et dressera un panorama des conséquences, faute d'embauche, qui se dessinent pour les jeunes générations qui voient leurs activités économiques se transformer.

- Makan Fainke**, Secrétaire Général de la Fédération des associations des ressortissants du Cercle de Kenieba en France (FARCK)
- Franck Lumoo Birongo**, Doctorant en Histoire, Université de Namur
- Martino Miceli**, Doctorant en Anthropologie du travail au Centre Norbert Elias, EHESS

15h30 – Innovations juridiques et nouveaux modes de contrôle : des savoirs émergents

La dernière table ronde permettra d'aborder les limites des dispositifs de contrôle au travers d'une étude de cas au Brésil où les acquis juridiques de protection de la terre Yanomami ne permettent pas d'empêcher la croissance exponentielle des activités illégales d'orpaillage. Ces dernières sont d'ailleurs soutenues par les discours gouvernementaux malgré leur caractère illégal et leurs conséquences sanitaires et environnementales.

La table ronde s'attardera sur les contradictions et les vides juridiques et politiques qui entourent les activités minières et leur régulation. Des droits collectifs aux expériences de personnalité morale accordée aux cours d'eau, ce dernier temps fort de la journée d'étude sera consacré aux outils et aux pratiques institutionnelles permettant une préservation effective de l'eau comme bien public mondial.

Luciana Landgraf, Doctorante en Anthropologie au CEPED, Université de Paris et IRD

Anita Villers, Vice-présidente de l'association Environnement et développement alternatif

CORENS
240/10 rue du Fg de Roubaix
59 000 Lille
associationcorens.wordpress.com

EDA
5-rue Jules de Vicq
59800 Lille
eda-lille.org

LIANES COOPERATION
5 rue Jules de Vicq
59800 Lille
www.lianescooperation.org

